

Principaux enjeux environnementaux au Myanmar

Notes à l'attention de la délégation parlementaire française au Myanmar.

Février 2015



L'économie du Myanmar est essentiellement agricole : 41% du PIB, contre 20% dans l'industrie et 39% dans le secteur tertiaire. Le pays dispose d'atouts importants : des matières premières en abondance (la CIA évalue les réserves en gaz naturel du pays à 283,2 milliards de m³ et les réserves en pétrole à 50 millions de barils mais le pays est aussi riche en minerais et en bois précieux), un marché intérieur de 50 millions de consommateurs et une intégration régionale forte (appartenance à l'ASEAN, liens avec la Chine et l'Inde)... Avec l'ouverture économique ayant suivi l'arrivée de U Thein Sein à la tête du pays, le Myanmar est aujourd'hui l'un des territoires les plus convoités d'Asie. Cette convoitise va de paire avec de nombreux périls tels que: la disparition des ressources naturelles, le développement rural et la dégradation des sols, le développement urbain ou encore le changement climatique.

1. Disparition des ressources naturelles

Le Myanmar est un pays riche en ressources naturelles, mais dont la diversité et la durabilité sont menacées par une exploitation économique effrénée.

Par sa situation géographique, le Myanmar détient une variété de paysages et de climats, qui en fait un des foyers de biodiversité les plus riches au monde. Avec des régions côtières et montagneuses, des zones tropicales et tempérées, la faune et la flore se déclinent en espèces nombreuses et différentes. L'ONG « Les Amis de la Terre » énumère ainsi l'existence d'écosystèmes divers : récifs coralliens, mangroves, forêts tropicales humides ou sèches, forêts tempérées, forêts d'altitude sur les contreforts de l'Himalaya. Cette nature luxuriante a donné lieu à la prolifération d'espèces avec environ 7000 espèces végétales, 1000 espèces d'oiseaux, 400 reptiles et amphibiens et plus de 300 mammifères recensés.

Cependant, la **pollution de l'air et de l'eau** ainsi que les défigurations majeures de l'environnement provoquées par les infrastructures lourdes d'exploitation industrielle (mines, barrages hydro-électriques, ports en eau-profondes, centrales de charbon) ou le développement d'une **agriculture extensive**

dégradent l'équilibre des écosystèmes, et des populations végétales, animales et humaines qui en dépendent.

Ainsi la **déforestation** est un problème endémique au Myanmar. Selon le FAO, le taux de déforestation s'élève à 1.4% par an, soit un des taux les plus élevés en Asie du Sud-Est. A un rythme aussi rapide et continu, **il est prévu que la totalité des mangroves disparaîtra d'ici cinquante ans**. Lorsque l'on sait que les mangroves sont au cœur d'un système de régulation naturelle de l'environnement et du climat, leur disparition prochaine est réellement inquiétante. En effet, la fonction des mangroves est clé pour la nature comme pour la société : source de nutriments pour les poissons, les mangroves sont à l'origine d'une chaîne alimentaire naturelle avec des bénéfices socio-économiques évidents pour les pêcheurs. Par ailleurs, les mangroves servent aussi de protection contre les tsunamis et assurent comme toutes les forêts en général la régulation du climat en retenant l'humidité. Leur diminution génère donc en

retour une augmentation de la sécheresse et une irrigation de plus en plus complexe à mettre en œuvre, avec des coûts socio-économiques importants pour les agriculteurs.

De manière générale, l'activité agricole est hautement menacée par la déforestation du pays, qui entraîne des **phénomènes d'érosion et de glissements de terrain, avec une réduction de la surface et de la productivité des terres arables**. Enfin, la diminution de la capacité d'absorption de l'humidité par la végétation provoque l'apparition de marres d'eau stagnantes, qui génèrent la prolifération de moustiques vecteurs de maladies infectieuses, notamment la paludisme.

Par ailleurs, le **trafic illégal d'animaux** alimenté par un marché chinois très demandeur, ainsi que la destruction de leur habitat naturel menacent fortement la survie d'espèces rares telles que le panda rouge, la panthère nébuleuse ou encore le dauphin de l'Irrawaddy.

-Focus-

Letpadaung Mine Project

La mine de Letpadaung dans la région de Sagaing, est un projet entraînant un accaparement massif des terres et des destructions environnementales dramatiques, et qui a déclenché une vague de manifestations et d'arrestations. Récemment, un mort suite à une bavure policière a entraîné une mobilisation encore plus importante dénonçant les abus et les confiscations de terres.

2. Développement rural et dégradation des sols

Les priorités données par le gouvernement ne peuvent pas donner lieu à un développement rural durable générateur de richesse, sécurité alimentaire et d'emplois pour les populations locales.

La pratique d'une agriculture intensive à finalité exportatrice, avec l'utilisation d'engrais et pesticides chimiques sur des exploitations de grande échelle, dégrade fortement la diversité et la fertilité des sols. Les priorités données par le gouvernement, faire du pays le premier pays exportateur de riz en Asie, et céder les terres arables à des entreprises pour y produire de **l'huile de palme** (comme au Tanintharyi) ou développer des projets industriels, ne peuvent pas donner lieu à un développement rural durable générateur de richesse, de sécurité alimentaire et d'emplois pour les populations locales.

Le Myanmar est avant tout un pays agricole, le secteur regroupant près de 70% de la population. **La faible productivité, couplé au fait que les paysans n'ont souvent pas de titre légal de propriété** contribue à la précarité d'une frange très importante de la population. Près de 26% des paysans vivent sous le seuil de pauvreté et pour la grande majorité, les achats alimentaires représentent les trois quarts de leur budget. Ce sont ces mêmes paysans qui souffrent, en outre, de

l'accaparement des terres au profit d'entreprises internationales ou nationales ayant la bénédiction du régime ou bénéficiant de la corruption d'agent de l'Etat peu scrupuleux.

L'usage de pesticides est largement répandu alors même que les paysans ne sont pas formés à leurs usages. Les risques pour la santé de ces travailleurs sont réels et souvent sous-estimés. Les consommateurs sont eux aussi peu informés et des aliments toxiques sont vendus sur les marchés sans aucun contrôle. *In fine*, ce sont aussi les terres qui perdent en qualité, qui se dégradent et qui ne sont plus en mesure de fournir des rendements suffisants, contribuant à la recherche de terres plus fertiles et, autrement dit, à la déforestation.

Dans ce contexte, il s'agit de promouvoir une agriculture biologique qui préserve et utilise les semences traditionnelles pour garantir la durabilité des sols mais aussi pour garantir des normes sanitaires sur la production alimentaire. L'innovation technologique en matière de techniques d'irrigation, d'énergie solaire, de services financiers comme

la micro-finance ou la micro-assurance, peut ainsi être mise au service de la promotion d'une agriculture responsable qui donne des opportunités de développement, de productivité et d'investissement pour une agriculture organique de petite échelle.

Ce mode d'agriculture est d'autant plus souhaitable pour le Myanmar que de nombreux acteurs locaux se sont déjà mobilisés en sa faveur. De fait, des institutions privées telles que le Myanmar Organic Agriculture Group (MOAG) proposent aux agriculteurs le désirant de faire certifier leur production « bio ». Le Multi-Agri Development Association (MADA), liée à la Chambre de Commerce du Myanmar, se charge d'organiser les agriculteurs et promeut une agriculture sans produits chimiques. Les initiatives venant des producteurs locaux sont de plus en plus nombreuses et n'attendent plus qu'un renforcement du label national pour pouvoir exporter leur production. La population de manière générale est à la recherche de produits sains, même si un important travail de sensibilisation reste à réaliser.

3. Le développement urbain

Le développement urbain, l'augmentation croissante de la population dans les deux grandes villes Yangon et Mandalay et l'augmentation du niveau de vie des citoyens engendrent des dynamiques de croissance déconnectées d'un aménagement durable du territoire.

Les problématiques, qui apparaissent de manière particulièrement frappante à Yangon, se retrouvent dans l'ensemble des centres urbains du pays. Pour Green Lotus, les conditions sont réunies pour faire de **l'exode rural** qui vient une catastrophe, pour la population, le pays, et l'environnement.

La **gestion des déchets**, pourtant à la charge des villes, ne font pas l'objet de politique propre et se retrouvent souvent pris en charge par le secteur privé informel. Les infrastructures de traitement des eaux usées et

d'assainissement en eau potable font largement défaut et souffrent de **l'absence d'investissement dans les infrastructures** lors des décennies passées.

Le **système de transport en commun** est constitué d'un parc de bus délabrés, propriété de compagnies privées définissant leurs trajets selon leur intérêt. Ainsi, le centre historique de Yangon, Kyauktada Township, se retrouve constamment congestionné du fait que l'ensemble des lignes de bus s'y retrouve. De manière générale, l'absence de

planification et d'unification du système de transport en commun est responsable non seulement d'une hausse de la pollution atmosphérique, mais aussi de la congestion qui sature les voies de transport. Il convient de noter que les conséquences de cette saturation des villes ne sont pas seulement

environnementales mais aussi économiques et sociales.

Yangon atteindra prêt de 8 millions d'habitants d'ici à 2020. D'ici là, il est encore temps de mettre en place une politique volontariste d'aménagement durable du territoire.

Il est évident **qu'une volonté politique se dessine**. Yangon City Development Committee (YCDC) a fait appelle à l'expertise de la coopération japonaise pour effectuer un Masterplan et a coopéré avec **Green Lotus** pour l'organisation d'une Conférence participative « *Let's draft a green Yangon* », tandis que Mandalay City Development Committee (MCDC) rêve d'une « *Green Mandalay City* » avec le soutien d'**acteurs français clés tels que Suez Environnement ou Safege**.

Cependant, le manque de moyens, de compétences et l'intérêt encore limité que porte la population de manière générale à ces enjeux cruciaux constituent des limites de taille auxquelles le green mouvement birman doit répondre.

-Focus-

La Zone Economique Spéciale de Dawei.

La Zone économique spéciale de Dawei est l'un d'un des plus gros projets de développement industriel d'Asie du Sud-Est.

Ce projet stratégique a impliqué le déplacement de plusieurs dizaines de milliers de villageois, la perte de leurs moyens de subsistance, la destruction massive de zones de pêche, de cultures, de forêts, de rivières et des dégâts environnementaux colossaux (pollution, utilisation d'arsenic, etc.).

Début 2012, le mécontentement de la population a conduit le gouvernement à abandonner le projet de centrale à charbon de 4 000 mégawatts mais les expulsions de villages entiers continuent sans que la population ne soit consultée ni indemnisée à hauteur des dommages.

4. Le changement climatique

Yangon est la seconde ville la plus menacée par la montée des eaux après la ville de Dacca, au Bangladesh.

Le changement climatique est déjà à l'œuvre de façon alarmante, avec des manifestations physiques prouvée et argumentée par le centre Hadley basé à Londres, et l'expert en climatologie Dr. Tun Lwin : depuis 1978, la mousson a diminué de 40 jours et les catastrophes naturelles (tornades et tremblements de terre) ont augmenté ; les prévisions du Hadley Center annoncent 5°C de plus d'ici 50 ans, avec Yangon en deuxième ville à disparaître avec la montée des eaux après Dacca au Bangladesh...

Loin des priorités à court terme de l'agenda économique, les conséquences du changement climatique sont pourtant de

plus en plus décisives et dangereuses, et appellent donc à une sérieuse politique d'adaptation et de résilience, en fonction des coûts socio-économiques envisagés et développés ci-après.

La population du Myanmar est déjà, malheureusement, bien au fait des conséquences dramatiques que peut avoir le changement climatique. Nargis a été le plus violent cyclone ayant frappés le Myanmar. C'est aussi le cyclone ayant eu la trajectoire la plus basse jamais réalisée dans la région, se dirigeant directement sur les zones de peuplement les plus denses du pays : La région de l'Irrawaddy et Yangon. En quelques heures, plus de 120 000 personnes ont perdus la

vie et encore aujourd'hui de nombreux birmans sont à la recherche des corps de proches disparus.

Ironie de l'histoire, Nargis semble avoir été un élément déclencheur de taille au sein de la société civile du Myanmar. De nombreuses organisations non-gouvernementales se sont constituées dans un premier temps pour apporter une réponse urgente aux besoins des populations avant de s'orienter vers des actions de plus long terme. Le « Green Movement » est aujourd'hui porté par un tissu d'organisations locales motivées et bien au fait des enjeux auxquels elles doivent faire face.

-Focus-

Le barrage de Myitsone : une victoire importante pour le « green movement » au Myanmar.

Élaboré suite à un accord de 2005 de la China Power Investment Corporation et du Ministère de l'Énergie birman, le barrage menaçait la « disparition d'une biodiversité unique, les déplacements forcés de population, l'inondation de sites naturels et culturels rares ».

La mobilisation des associations environnementalistes, mais aussi des groupes armés de l'Etat de Kachin (qui firent exploser plusieurs bombes en 2010 sur le site du barrage), a mis un terme à ce projet. U Thein Sein a finalement tranché en faveur de l'abandon du projet malgré le mécontentement du gouvernement chinois.

Le barrage de Myitsone fait donc office de précédent et contribue à cimenter le « green movement » au Myanmar. Il convient tout de même de noter que les considérations environnementales du gouvernement sur ce projet ne sont pas les seules, loin de là, à avoir alimenté la décision. En effet, ce sont des enjeux de stratégie politique et de positionnement dans le « conflit » Inde-Chine qui semblent *in fine* avoir poussé le gouvernement à SUSPENDRE le barrage de Myitsone.